



Les ODD et les ONG : Quels liens ?

L'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) a été le résultat d'un long processus de négociation, avec une implication sans précédent de la société civile. Instances onusiennes, États et ONG internationales ont défini des cibles à atteindre. Ce n'est pas forcément le cas des ONG nationales, qui n'ont pas été consultées. GeTM est cependant persuadée que les cibles ainsi identifiées constituent une opportunité extraordinaire pour rendre visibles les impacts des projets et pour mieux influencer les politiques publiques.

Chaque État s'est engagé à se mobiliser pour la réalisation d'objectifs plus ou moins précis et chiffrés, et à utiliser les ODD pour évaluer – en concertation avec tous les acteurs, dont les ONG – la durabilité des politiques de développement. C'est pourquoi GeTM rend ses partenaires conscients du rôle décisif qu'ils ont à jouer, que ce soit par la diffusion et la mise en exergue des résultats de leurs actions ou par le plaidoyer nécessaire à dynamiser les politiques publiques.

Les engagements signés par les États dans le cadre des ODD constituent ainsi une opportunité pour ces ONG de dialoguer avec les autorités et de les alerter sur les enjeux encore insuffisamment pris en compte. Tel est le cas de notre partenaire ETD, au Togo, qui a mis en place un programme de gouvernance locale participative. Ce projet incarne en quelque sorte une « avant-première » de la stratégie de décentralisation annoncée par l'État. Les projecteurs sont aujourd'hui dirigés vers ce projet pour que des acteurs institutionnels en tirent des leçons avant de l'étendre sur l'ensemble du pays. C'est aussi le cas de nos partenaires CETRAMODE et MVCP, au Togo. Leurs propositions de gestion des territoires et d'instauration d'une économie rurale durable inspirent déjà des stratégies publiques.

L'un des principes généraux des ODD est de ne « laisser personne de côté ». Ils constituent donc un outil de plaidoyer intéressant en faveur des populations les plus marginales et apportent un nouveau souffle à des enjeux oubliés ou marginalisés. Ainsi, le plaidoyer pour les droits des enfants travailleurs de notre partenaire CESIP, au Pérou, a amené les autorités concernées à mettre en œuvre des procédures de protection des enfants mis en danger par des conditions de travail. Toujours au Pérou, notre partenaire DESCO-Sur a plaidé pour l'abolition des procédures officielles discriminatoires à l'égard des femmes éleveuses d'alpagas qui n'avaient pas le droit de commercialiser le bétail familial. Ces apports dépassent largement le cadre des projets soutenus.

Les ODD s'attaquent à la réduction des inégalités. Les revenus des 40 % les plus pauvres devraient ainsi croître à un rythme plus rapide que le revenu moyen national. Cet objectif devient une opportunité pour nos partenaires qui travaillent depuis des années sur ces thèmes. Notre partenaire CDEL, au Bénin, plaide pour des politiques locales de développement économique. Il appuie des municipalités dans leur soutien à des groupes vulnérables. Par ailleurs, afin d'inclure des femmes rurales dans les processus économiques locaux, notre partenaire GRADSE plaide pour des achats publics responsables. Il incite les institutions officielles à s'approvisionner auprès des coopératives locales.

Les ODD ciblent également la promotion de la paix et permettent ainsi de rendre visibles les liens concrets entre paix et développement. Notre partenaire Vamos Mujer, en Colombie, qui a toujours été contraint de travailler sur ces deux dimensions en tant qu'axes indépendants, peut enfin montrer les liens spécifiques entre développement économique, empowerment des femmes et construction durable de la paix.

Il est nécessaire d'avoir une approche systémique des enjeux pour avancer de manière efficace vers des résultats plus durables et touchant l'ensemble des populations. Les ODD permettent de construire un socle de collaboration entre ONG de développement, environnementales ou sociales. Tel est le cas de nos partenaires Penca de Sábila et Enda América latina en Colombie. Ils sont les principaux moteurs d'une plateforme nationale d'ONG et d'associations locales d'habitants qui agissent pour la défense de la gestion communautaire de l'eau potable. Au-delà des résultats visibles des projets, ils contribuent donc à une dynamique plus large qui vise l'adoption d'une nouvelle loi de gestion communautaire de l'eau.

Les ODD sont indivisibles et ne peuvent pas être travaillés dans des compartiments étanches. C'est pourquoi GeTM attend de ses partenaires qu'ils prennent en compte le caractère indivisible de la durabilité, qu'ils

agissent seuls ou en partenariat. Protéger l'environnement, par exemple, ne peut se faire au détriment de la place de la femme dans la société, et vice versa. Une évidence théorique qui doit toutefois être vérifiée dans les pratiques.

Pour GeTM, il est important que ses partenaires terrain puissent saisir les opportunités que représentent les ODD en s'appropriant des enjeux locaux. Au-delà du travail de sensibilisation que GeTM peut mener à ce sujet, ses partenaires ont besoin de renforcer leurs compétences de communication et de plaider, mais aussi de ressources humaines et financières complémentaires pour mener à bien ces nouvelles tâches. Ils ont aussi besoin, plus que jamais, de pouvoir peser sur les agendas politiques, ce qui n'est pas une évidence dans certains pays où la critique n'est pas tolérée par les

gouvernements. Même dans les pays où les ONG disposent d'une réelle liberté d'action et de parole, elles ne s'approprient les ODD que si elles ont la conviction que les gouvernements prennent au sérieux les objectifs qu'ils ont adoptés en 2015 et qu'elles se sentent partenaires à part entière de leur mise en œuvre.

Il faudra du temps afin de pouvoir observer et de vérifier l'impact effectif des ODD sur les projets et le terrain. À n'en pas douter, l'ampleur de ce changement sera fortement conditionnée par les ressources financières dont disposent les ONG, mais aussi par la manière dont nos partenaires financiers (État, collectivités locales, agences de développement, fondations, privés) se saisissent à leur tour de ces enjeux.

Alejandro Mackinnon, Secrétaire Général

Colombie

Démocratiser l'accès à l'eau en milieu rural

Entretien avec Andreiev Pinzón, Coordinateur de projets chez EndaCol. Il nous parle du projet d'appui à la gestion communautaire de l'eau potable à Cundinamarca et Boyacá, mené en partenariat avec GeTM.

En quoi consiste le projet et dans quel contexte s'insère-t-il ?

La Colombie fait partie des pays les plus inégalitaires au monde. La situation de pauvreté dans laquelle se trouvent les 14 millions de paysans colombiens est préoccupante. Dans ce contexte, EndaCol conçoit le développement non pas uniquement comme un moyen de surmonter la pauvreté, mais comme un droit à une vie bonne. Au niveau rural, ceci implique d'agir pour la démocratisation de l'accès à l'eau. Le projet « Gestion communautaire de l'eau potable en périphérie urbaine de Cundinamarca et Boyacá, Colombie » vise à soutenir les aqueducs communautaires – des organisations et associations communautaires qui gèrent le service d'approvisionnement en eau en zone rurale et périurbaine.

Les compétences techniques et scientifiques en gestion environnementale sont une des plus importantes lacunes des organisations communautaires de gestion de l'eau. C'est précisément l'argument de la qualité qui est le plus souvent brandi à l'encontre des aqueducs communautaires, par les entreprises privées ou encore les autorités locales ou nationales. C'est pourquoi EndaCol met en place un processus de monitoring environnemental communautaire. Ce mécanisme innovant permet aux aqueducs communautaires de démontrer, avec des données scientifiquement valides, leur bonne gestion de l'eau et les impacts des activités extractives sur sa qualité et sur l'environnement. Il permet aussi de renforcer leurs arguments en défense de la gestion communautaire de l'eau.

Par ailleurs, EndaCol facilite le dialogue entre l'État et les communautés rurales. Elle appuie les aqueducs communautaires afin qu'ils développent leurs capacités de

négociation et d'argumentation auprès des autorités. Ceci leur permet de proposer et mettre en place des mesures de prévention des risques liés à l'eau – liés au changement climatique, à la privatisation de la gestion de l'eau et aux impacts de l'extraction des ressources naturelles par les entreprises.

Ensemble, les deux axes du projet permettent de mettre en place des mécanismes pour affronter les effets de la déforestation, de l'exploitation minière illégale dans les bassins hydrographiques et des activités agricoles ou productives dans des zones protégées. Les aqueducs communautaires contribuent ainsi à inverser les effets de la guerre sur l'environnement et la nature et par conséquent, sur la qualité de vie de millions de citoyens vivant sur les territoires affectés.

Quels sont les défis pour la gestion communautaire de l'eau en Colombie ?

Les défis concernent principalement la pollution de métaux lourds issue de l'extraction minière qui se produit à proximité des communautés rurales et l'instabilité climatique. Ces problèmes ne sont pas pris au sérieux en Colombie, alors qu'ils s'accroissent du fait de l'extraction des ressources naturelles et de leurs fortes répercussions sur l'économie paysanne, la souveraineté alimentaire et la santé humaine. La variabilité climatique, par exemple, amène des problèmes sérieux de turbidité de l'eau, ce qui représente une drastique augmentation des coûts de gestion et de potabilisation de l'eau pour les paysans.

Une distribution plus équitable de la terre et l'accès aux services de base, notamment à l'eau, pour la consommation humaine ou l'agriculture sont aussi



Monitoring communautaire de l'eau à Tasco (Colombie)

nécessaires pour surmonter les inégalités qui subsistent en zone rurale. Actuellement, seulement 3.6% des paysans sans terre ont accès à l'eau et uniquement 4.3% reçoivent un accompagnement technique.

Enfin, on assiste à un paradoxe environnemental : la guerre a permis la préservation de multiples écosystèmes en évitant l'entrée des économies capitalistes dans les milieux ruraux. Depuis la signature des accords de paix avec les FARC, on assiste à une accélération croissante de phénomènes tels que la déforestation, l'exploitation forestière, les incendies de forêts et de jungle ou l'intensification d'activités d'extraction minière, effectuées sans aucune étude hydrologique ou environnementale préalable. Tout cela impacte fortement les corps d'eau. Par exemple, dans certaines zones, la pollution au mercure atteint un niveau tel que l'eau est devenue impropre à la consommation.

Ainsi, pour obtenir une paix intégrale, il faut également faire la paix avec l'environnement. Les aqueducs communautaires développent depuis longtemps des capacités d'autogestion et de régulation de conflits environnementaux dans les régions où ils sont actifs, ainsi que des dispositifs d'utilisation rationnelle de l'eau et de protection de l'environnement. Ils représentent donc un capital historique et culturel essentiel, qu'EndaCol cherche à valoriser.

Comment la situation politique actuelle en Colombie impacte-t-elle la gestion communautaire de l'eau ?

L'État colombien a une architecture institutionnelle forte, mais inopérante. Il a été capturé à des fins privées : c'est une élite politique qui utilise l'argent public pour son propre bénéfice. Ainsi, il n'y a pas de démocratie, d'égalité d'opportunités ou de participation des populations, qu'elle soit politique ou économique. Cette tendance semble s'accroître. Bien que de décrets reconnaissent la valeur des systèmes de gestion communautaire de l'eau et que des mécanismes de participation démocratique citoyenne existent, les lois continuent de protéger les grands capitaux et les intérêts corporatifs.

Les politiques publiques devraient penser l'eau en tant qu'élément d'aménagement du territoire et en tant qu'élément essentiel pour garantir la qualité de vie des citoyens. L'eau est un facteur de démocratisation sociale, élément structurant de politiques de mitigation de la pauvreté, lié à la sécurité et la souveraineté alimentaire ainsi qu'au revenu paysan. Nous sommes dans le pire des mondes : d'un côté subsiste une grande pauvreté rurale touchant des associations paysannes organisées et fortes, mais d'un autre, elles ont une faible capacité d'incidence, d'investissement et aucun soutien de l'État.

Quels résultats sont visibles après une année de projet ?

Après une année de mise en œuvre seulement, le projet produit déjà des résultats positifs : la capacité d'incidence et d'exigibilité, ainsi que la participation des communautés dans la sphère publique se sont accrues. Grâce aux efforts des aqueducs communautaires, la promulgation d'un décret local a été obtenue à Bogota, invitant toutes les entités compétentes dans le domaine environnemental à soutenir et à promouvoir la gestion communautaire de l'eau.

Ces efforts ont également permis d'éviter la privatisation des aqueducs communautaires. Des outils techniques et juridiques d'incidence et des mécanismes de participation, de dialogue, de justice, d'accès aux droits et de gestion ont été mis en place. Ils contribueront à la consolidation des droits environnementaux et collectifs en Colombie.

Le diagnostic environnemental communautaire a révélé des problèmes structurels liés à l'extraction minière et à la gestion des déchets et qui nourrissent également les activités d'incidence. Cela affecte fortement les aqueducs. Ces expériences seront systématisées et diffusées au niveau national, via le Réseau National d'Aqueducs Communautaires.

Les aqueducs communautaires se sont également impliqués dans la promotion de la Ley Propia, une initiative législative populaire qui cherche à créer un cadre juridique qui protège et reconnaisse les aqueducs communautaires en Colombie. Les aqueducs continuent de récolter les signatures nécessaires pour pouvoir déposer cette initiative au Congrès. Elle vise à ancrer les droits d'autogestion, d'accès et d'approvisionnement individuel et collectif de l'eau dans la loi, ainsi qu'à réglementer les activités de gestion de l'eau réalisée par les communautés.

Enfin, au niveau international, EndaCol cherche à positionner la thématique de la gestion communautaire de l'eau auprès du Rapporteur du droit humain à l'eau de l'ONU.

**Propos recueillis par
Amélie Ardaya, Chargée de projets**

Genève Tiers-Monde

Membre de la FGC et d'APRES-GE

Rue de Villereuse 6

1207 Genève

Téléphone : 022 329 6768

Courriel : info@getm.ch

www.getm.ch

CCP : 12-1114-7

IBAN : CH98 0900 0000 1200 1114 7

Imprimé en 500 exemplaires



Retrouvez nous sur Facebook !



Pérou

Un mois de volontariat dans les hauts plateaux andins

Camille et Alex ont voyagé pendant 6 mois en Amérique latine, et mis à profit leurs compétences professionnelles auprès de deux partenaires de GeTM. Voici le récit de leur expérience au Pérou.

Nous avons rejoint l'association DESCOSUR début février 2018 afin d'y effectuer un volontariat d'un mois. DESCOSUR agit pour le développement des populations rurales au Pérou. L'accueil a été très chaleureux de la part de l'équipe et nous avons été emmenés dès les premiers jours sur le terrain pour mieux appréhender les problématiques. Nous avons grandement apprécié l'écoute et la disponibilité de chacun durant notre visite.



Quand Camille et Alex rencontrent Alex le lama

L'un de leurs projets, soutenu par GeTM, vise à accompagner les producteurs de fibre et de viande d'alpaga et de lama de l'Altiplano péruvien. Ces populations sont en général très pauvres en raison de leur dispersion et situation géographique (à plus de 4'000 m d'altitude), de leurs moyens techniques et financiers limités ainsi que de leur faible connaissance de la demande du marché. N'ayant aucune expérience dans le domaine de production de laine et de viande, où DESCOSUR possède déjà un programme d'accompagnement très poussé. Nous avons convenu avec l'équipe de travailler sur la partie commerciale, où le besoin était plus grand et où nous pouvions apporter une expertise. L'objet de notre mission était d'effectuer une étude de marché afin d'identifier les raisons liées à la sous-performance du marché de viande de lama et d'alpaga dans la région

d'Arequipa, puis de proposer un plan d'action à adopter à court et moyen terme pour dépasser les principales barrières à la consommation de ces produits.

Avant notre arrivée, une équipe de l'association avait déjà effectué un travail de collecte de données qualitatives et quantitatives (via des questionnaires, entretiens et focus group). Nous nous sommes donc concentrés sur l'analyse de ces données et de leur interprétation. Au terme de trois semaines, nous avons pu délivrer une étude de marché complète et présenter nos recommandations marketing au comité de direction de DESCOSUR. Ce dernier pourra les mettre en œuvre en fonction du temps et du budget à disposition. Par ailleurs, l'ONG pourrait bénéficier d'appuis supplémentaires de la part de volontaires afin de mettre en œuvre plusieurs des recommandations. Nous espérons que d'autres bénévoles prendront rapidement le relais et poursuivront les travaux entrepris.

Il s'agissait de notre première expérience en ONG. Nous avons pu rencontrer l'équipe et les personnes bénéficiaires, voir le projet à l'œuvre sur le terrain, mais aussi découvrir leur pouvoir d'influence, les difficultés rencontrées et l'impact fondamental de DESCOSUR sur la société et l'environnement. En parallèle, cette expérience fut aussi une réelle opportunité pour nous de découvrir le pays, de nous fondre dans la vie locale et d'en apprendre davantage sur la culture péruvienne.

Malgré la barrière de la langue et la durée limitée de notre séjour, nous espérons que notre contribution permettra de changer les perceptions négatives sur la viande de camélidés et ainsi d'améliorer la qualité de vie des producteurs de l'Altiplano péruvien.

Nous remercions toutes les personnes ayant permis la réalisation de ce volontariat.

Camille Ducourant et Alexandre Binaud